

DOSSIER DE PRESSE**„Qui sauve qui ? – La crise comme modèle d'affaires
aux dépens de la démocratie et de la protection sociale «**

Un film de Leslie Franke et Herdolor Lorenz
Produit par Kern Filmproduktion GmbH, Hambourg
2015, 104 minutes

Contenu du dossier de presse:

1. Synopsis – contenu version abrégée
2. Contenu – version longue
3. Les protagonistes du film

Sur notre site web www.whos-saving-whom.org vous trouverez d'autres informations sur le concept participatif de financement et de distribution du film de même que la filmographie de Leslie Franke et Herdolor Lorenz, les génériques du film et des images fixes.

Distributeur en France

DHR – www.cooperativedhr.fr

E-Mail: philippe@d-h-r.org

Téléphone : 0953775674 / 0628650990

Contact équipe de la campagne de promotion

Lissi Dobbler

E-mail : info@wer-rettet-wen.org.

Téléphone : +49(0)176-34854689

1. Synopsis – Contenu version abrégée

Depuis cinq ans on sauve des banques et des pays. Les responsables politiques créent sans cesse de nouveaux fonds de sauvetages pendant qu'au cœur de l'Europe des hommes travaillent à nouveau pour des salaires de misère. On sauve, mais il n'y a pas de sauvetage en vue.

Pour les grandes banques la crise financière est surtout un modèle d'affaires. Et les marchés financiers toujours « mécontents » et « déprimés » semblent être une créature bien particulière que l'on doit garder dans de bonnes dispositions.

Qui sauve donc qui ? Les riches les pauvres ? Les hommes politiques les banques ? Les plans de sauvetage l'Europe ? Ou bien les contribuables un petit nombre d'individus ?

Tout comme WATER MAKES MONEY et BAHN UNTERM HAMMER (Le rail aux enchères) le nouveau film de Leslie Franke et Herdolor Lorenz jette un regard d'en bas sur les problèmes qui nous regardent tous. Le 11 février 2015 on pourra regarder le film à un maximum d'endroits possibles – un jour après ce sera la sortie en salle.

2. Contenu version longue

Qui profite de la soi-disant crise ? Le nouveau documentaire « Qui Sauve Qui ? » du duo de cinéastes de Hambourg Leslie Franke et Herdolor Lorenz (les cinéastes de « Water Makes Money », 2011 et « Bahn unterm Hammer » (Le rail aux enchères), 2007) apportera la lumière dans l'obscurité. Le film va fêter sa première le 11 février simultanément dans au moins 150 villes de l'Europe.

Depuis six ans des responsables politiques créent sans cesse de nouveaux fonds de sauvetage pour sauver des banques et des pays. On dit que si les banques « systémiques » n'étaient pas sauvées des économies entières périraient ; si certains Etats n'étaient pas sauvés de la faillite, l'UE tout entière périrait. C'est pourquoi il serait incontournable d'investir des milliards d'euros des contribuables dans les fonds de sauvetage, car ainsi le citoyen et contribuable se sauverait finalement lui-même.

Le film « Qui Sauve Qui ? » montre qui est sauvé en réalité. Il ne s'agissait jamais du sauvetage des Grecs, des Espagnols ou des Portugais ...

Ce serait certainement inapproprié et conspiratif de prétendre que les banques et leurs créanciers aient fabriqué la crise financière. Mais quand on va au fond des choses - comme le fait le film - on voit clairement que ce sont justement eux qui ont causé pour une large part la crise financière et de l'euro qui en ont tiré profit. Ils ont même réussi à transformer la crise financière en un modèle rentable d'affaires.

Droit aux dettes au lieu de droits sociaux

Le sauvetage des banques en faillite entraîne la possibilité de démanteler systématiquement, en fin de compte, la protection contre le licenciement et les droits sociaux et du travail. Dans une interview avec le Wall Street Journal du 13 février 2012 Mario Draghi - l'ancien vice-président de Goldman Sachs et aujourd'hui président de la BCE - ne s'en cache pas : « Le modèle social européen est mort. » Le sauvetage de l'euro et donc de la zone euro coutera beaucoup d'argent. Cela impliquera aussi de se séparer du modèle social européen.

Dans le film la politique de sauvetage dans l'UE entière apparaît comme un autre jalon d'un développement néolibéral au cours duquel les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Les budgets privés et nationaux sont ponctionnés au profit du monde financier. Les droits sociaux sont remplacés par le droit aux dettes. Les dettes sont un moyen efficace pour empêcher les gens de penser et d'agir librement. En témoigne entre autres l'exemple de l'enseignement supérieur des Etats-Unis : Quasiment aucun étudiant des Etats-Unis ne quitte l'université sans avoir accumulé une montagne considérable de dettes privées. Une montagne de dettes aussi grande que la plupart ne pourront la rembourser pendant toute leur vie. En Europe nous n'en sommes pas encore tout à fait là. Mais partout où la Troïka dicte comment les dettes seront servies fidèlement on voit surtout la suppression des services publics dans les secteurs des écoles, des universités, de la santé et des rentes. La privatisation - telle est la formule magique. Les élèves deviennent des destinataires de services, les patients des clients.

Ce ne sont pas seulement les ménages qui s'endettent de plus en plus mais aussi les États. Depuis la crise de 2007 les dettes publiques des pays dits occidentaux ont, en moyenne, presque doublé - notamment à cause du sauvetage des banques poursuivi jusqu'à maintenant. Pour que les uns puissent continuer à contracter des dettes on facilite aux établissements de crédits d'accorder des crédits. Par exemple à l'aide de la politique de taux zéro mais aussi à l'aide de dérivés qui permettent

aux banques d'accorder des crédits pratiquement illimités avec un capital propre très faible. C'est pourquoi Mario Draghi s'efforce de développer, ensemble avec « Blackrock », le plus grand hedge fund du monde, un concept pour rétablir la confiance dans les créances titrisées (dérivés). La « solution » qui en résulte : Maintenant la Banque Centrale Européenne veut acheter des dérivés moribonds – d'un montant d'un billion d'euros des contribuables !

C'est ainsi qu'aujourd'hui les dettes de la grande masse sont la fortune (les crédits) d'une poignée de super-riches. Encore plus qu'avant la crise les créanciers contrôlent les États et les débiteurs privés. Dans ces conditions la recherche aveugle de la croissance économique n'aidera pas à avancer.

Il existe aussi d'autres possibilités

Pendant le film « Qui sauve qui ? » n'est pas un appel au désespoir. Il montre aussi différents exemples d'une redistribution du haut vers le bas, surtout par le désendettement. Les audits de la dette publique tels qu'ils ont été pratiqués en Espagne et en Amérique latine sont une alternative politique. Ainsi en Équateur on est arrivé au désendettement complet de l'État. En Islande le peuple a refusé par plusieurs référendums le sauvetage des banques par les citoyens. Les créanciers n'ont pas été indemnisés. Aux États-Unis il y a des grèves organisées de la dette où les gens refusent collectivement le remboursement de leurs dettes privées. Ces exemples ne sont peut-être pas révolutionnaires mais ce sont certainement des pas dans une direction sans alternative.

Un film qui nous concerne tous

Le bien-être général n'a qu'une seule chance face au pouvoir du marché financier : que les citoyens commencent à comprendre leurs intérêts dans le « jeu des milliards », qu'ils comprennent les structures et mécanismes essentiels du capital financier. Cela concerne les adultes d'aujourd'hui, mais naturellement au moins autant les adultes de demain. « **Qui Sauve Qui** » pourra leur servir d'outil.

Les cinéastes de « Qui sauve qui ? » souhaitent beaucoup que le film, mais surtout son message, atteigne un maximum de personnes. Pour que ce maximum de personnes en Europe et au-delà puissent regarder le film aussi tôt que possible et le montrer à d'autres personnes le film, dès le jour de sa première, sera mis à la disposition de tous ceux qui sont intéressés à organiser une projection du film, soit dans une salle de cinéma soit ailleurs. Vous trouverez beaucoup d'autres informations sur le film sur le site www.whos-saving-whom.org.

3. Les protagonistes du film

Activistes contre les expulsions en Espagne | Activistes d'Occupy Wallstreet (Etats-Unis) | Employés du groupe audiovisuel public ERT fermé en 2013 (GR) | Professeur Dr. Gunnar Beck, University of London (UK) | Prof. William Black , Régulateur des banques aux Etats-Unis 1984-89, Professor of Economics and Law at the University of Missouri-Kansas City (Etats-Unis) | Prof. Anthony Coughlan, directeur of the National Platform EU Research | Juan Ignacio Crespo, Journaliste, autrefois Reuters Espagne (ES) | Petros Christodoulou, directeur de la Banque nationale de la Grèce (GR) | Satyajit Das, Spécialiste des produits dérivés (AUS) | Maria Delivanis-Negroponti , Recteur de l'Université de l'économie en Macédoine (GR) | Lucia Figar, Ministre de l'éducation Madrid (ES) | Heiner Flaßbeck, Secrétaire d'État de Lafontaine 1998-99 (DE) | Olafur Hauksson, Procureur (IS) Brian Hayes, Vice-ministre des finances de l'Irlande (IR) | Stefan Heidenreich, Chercheur, auteur du livre « Mehr Geld » (DE) | Jorge Jurado, Ambassadeur de l'Équateur en Allemagne (EC) | Dennis Kelleher, ONG « Better Markets » (États-Unis) | Oskar Lafontaine, Ministre fédéral des finances de l'Allemagne 1989-99 (DE)

| Carlos S. Mato, Économiste, Plateforme pour un audit de la dette (ES) | Thorleifur Matthiasson, Professeur d'économie, Reykjavik (IS) | Alberto Mayor, ONG « Ecologistas en Acción » (ES) | Rafael Mayoral, Avocat de la Plateforme des victimes de crédits hypothécaires (ES) | Cristóbal Montoro, Ministre des finances espagnol (ES) | Guiomar Morales, Plateforme pour l'audit de la dette (ES) | Stefanie Nutzenberger, Comité directeur de Ver.di (DE) | Prof. Andrew Ross, Department of Social and Cultural Analysis at NYU (États-Unis) | Steingrímur Sigfússon, Ministre des finances irlandais 2009-13 (IS) | Prof. Hans-Werner Sinn, Institut de recherches économiques (DE) | Stellos Stavridis, Chef des fonds de privatisation TAIPED en Grèce jusqu'en août 2013 (GR) | Frank-Walter Steinmeier, SPD (DE) | Margret Tryggvadóttir, Députée du « Citizen Movement » jusqu'en 2013 (IS) | Juan Torres, Professeur des sciences économiques, Attac Espagne, Sevilla (ES)